

# A.I.R.E.

***Association pour l'Instauration d'un Revenu d'Existence***

affiliée au **Basic Income European Network**

---

LETTRE DE LIAISON N° 20

HIVER 1999

---

## SOMMAIRE

- "Un revenu pour tous, les voies pour y parvenir"**  
Colloque à l'Assemblée nationale le 26 novembre 1998
  
- Nouvelles de l'association**
  - Assemblée générale
  - Nécrologie

---

Secrétariat de l'A.I.R.E. : Mme Ch. BERNARD 33 avenue des Fauvettes  
91440 Bures-sur-Yvette

*Pensez à renouveler votre abonnement à la lettre de liaison : 200 Flan (4 numéros) par chèque  
à l'ordre de A.I.R.E.*

*L'abonnement est gratuit pour les membres de l'association à jour de leur cotisation.*

## Un revenu pour tous, les voies pour y parvenir

Le 26 novembre 1998, à l'assemblée Nationale, en présence de députés, l'AIRE a organisé un colloque public sur le thème "Un revenu pour tous, les voies pour y parvenir". Sont intervenues à la tribune, en présence de 300 personnes, Yoland Bresson, président de l'AIRE, Béatrice Majnoni d'Intignano, professeur d'économie, Marcel Ruby historien et les députés Jean-Pierre Delalande, Robert Galley, Hervé Gaymard, Jacques Godfrain. Les débats qui ont permis un large échange avec l'assistance ont été entièrement enregistrés puis transcrits. Ainsi les actes du colloque sont disponibles auprès de notre secrétariat, au prix de 50,00 F, port inclus. La présente lettre de liaison en extrait quelques passages.

*Yoland Bresson*

Pour ce qui nous concerne, l'amorce du projet - sa justification doctrinale - sont, avant tout : économiques. Nous pensons qu'il s'agit du fondement même des problèmes de répartition et de production des richesses, à l'intérieur de nos sociétés. Ce qui justifie le revenu d'existence c'est le fait - maintenant quasi incontesté - que toute appropriation privée (de machines, de travail), ainsi que les revenus qui s'ensuivent sont, pour une part, le résultat de l'ensemble du fonds de connaissance, de capital matériel et social, des infrastructures, des réseaux d'échanges, de la culture, même, dans laquelle nous sommes plongés. Si l'on prend des jumeaux parfaits, exerçant une même activité, l'un travaillant en Tunisie (dans les mêmes conditions), l'autre en France... chacun des deux aura un revenu différent : pourquoi? Parce que celui qui travaille en France profite des fruits du capital humain, social, matériel dans lequel il est plongé, ce qui propulse (en quelque sorte) son revenu d'activités à des niveaux supérieurs à celui travaillant en Tunisie...

... L'on constate donc que (même faible - 1 800 F mois) l'inconditionnalité change les perspectives et les comportements : le regard que les individus portent sur eux-mêmes et sur la société. C'est donc bien le début d'un moyen de prévention contre l'exclusion et contre l'extrême pauvreté...

Pour conclure cette présentation liminaire du projet, je vous dirai que, si l'idée est née en France, en 1984 (par la constitution de l'Association pour l'instauration du revenu d'existence, aux côtés du professeur Henri Guitton, suite à la publication de mon ouvrage "L'après salariat"), la même année, l'allocation univer-

selle a été proposée en Belgique, à l'Université de Louvain, par Philippe van Parijs et son équipe, à partir de préoccupations de philosophie politique et de justice sociale, que, la même année 84, elle a été proposée en Angleterre par Keith Roberts - spécialiste de la protection sociale, qu'elle a été proposée (toujours en 1984!) en Allemagne par Claus Offe, et reprise par les Verts allemands ; c'est ainsi que nous nous sommes réunis, en 1985, à Louvain, pour fonder le Basic income european network... organisme qui, sitôt sa fondation, a travaillé les milieux intellectuels, développant de nombreux congrès (tous les deux ans : nous en sommes au septième. Le dernier s'est tenu à Amsterdam)... l'idée s'est élargie à toute une série de pays : la Nouvelle Zélande, l'Australie, les États-Unis, le Canada, les pays de l'Est et Nordiques... etc. Actuellement, l'un des membres du réseau est sénateur-gouverneur de l'État de Sao Polo. À l'occasion d'un congrès au Brésil, les Brésiliens envisageant d'introduire le revenu d'existence, ils ont même souhaité que nous transformions le Basic income european network en Basic income earth network... Le revenu d'existence a, en outre, été effectivement mis en application, depuis trois années, dans l'État de l'Alaska, à partir d'un financement s'appuyant sur la rente pétrolière ; l'on observe d'ailleurs, et depuis cette introduction, une évolution favorable de l'économie de l'Alaska. L'Irlande commence à examiner le projet (qui a d'ailleurs franchi le premier stade, celui des experts : le green paper) ; il sera ensuite présenté au parlement avant que d'être mis en œuvre par le gouvernement... (les Irlandais sont donc en avance sur nous, c'est dommage!)... Voilà comment se présentent, à la fois, la définition du revenu d'existence, les différents projets - parallèles et annexes - qui

l'accompagnent, sa réalisation en cours, à l'échelle internationale...

*Marcel Ruby*

... Les solidaristes avancent alors la notion de quasi-contrat : l'homme est débiteur des générations qui l'ont précédé et également de la société dans laquelle il vit, puisque la division du travail est le principe des sociétés évoluées. C'est l'existence de cette double dette qui fonde, en droit, le quasi-contrat - base des obligations réciproques de l'individu et de la société. Ce quasi-contrat est pour Léon Bourgeois le fondement même de l'organisation sociale;...

Au début de ce siècle, le solidarisme va constituer la doctrine sociale des républicains. Résumons : dans le cadre d'un système d'économie de marché, qui ne remet en cause ni la propriété privée ni l'initiative individuelle, l'État, garant de l'intérêt général, se donne, par le prélèvement social, les moyens de corriger les inégalités les plus criantes - non en tentant une chimérique égalisation des biens, mais en mettant en œuvre une protection pour les plus fragiles. En bref : le concept, c'est la solidarité - sa traduction politique : c'est le solidarisme.

... Je n'aurai pas l'outrecuidance de rappeler les arguments de Yoland Bresson, mais je crois, comme lui, que le solidarisme constitue le socle doctrinal, historique, de la proposition révolutionnaire présentée aujourd'hui dans ce Colloque. Comme lui, comme vous, je crois fermement que le revenu d'existence sera, comme il l'écrit : le moyen fondateur d'un nouveau contrat social, qu'il est susceptible d'apporter une solution convenable, équitable, respectueuse de la dignité humaine... dans une société où le plein-emploi n'existera plus jamais... et qu'il pourrait même s'étendre à toute l'humanité (le revenu d'existence), et permettre une solidarité planétaire.

Le projet de création du revenu d'existence n'est, peut-être, qu'une des propositions du solidarisme moderne, mais c'est sûrement la plus originale, la plus magistrale - celle qui, modifiant de fond en comble nos positions de vie, provoquera la naissance d'une civilisation véritablement solidaire, plus juste et plus fraternelle...

*Béatrice Majnoni d'Intignano*

... Je crois profondément que, effective-

ment, l'idée d'un revenu d'existence est une idée tout à fait moderne - une idée d'avenir. D'un point de vue philosophique, je perçois ça comme le mariage du communisme utopique : à chacun un revenu égal... et du libéralisme, sur le marché du travail : à chacun, selon sa productivité... L'introduction d'un revenu d'existence permettrait de libérer la formation du salaire, sur le marché du travail - en particulier pour les non-qualifiés... et donc, de débloquent le marché du travail... C'est l'aspect fondamental du projet.

Comment peut-on avoir autre chose que des trimeurs-intégrés et des exclus-protégés? Il faut assurer un revenu à chacun et permettre à chacun d'obtenir du travail, parce qu'il n'est pas plus coûteux que sa productivité pour les entreprises. Premier élément.

Deuxième élément - qui me paraît très important : la possibilité d'étaler le temps de travail sur le cours d'une vie... Ce qui caractérise l'Europe, et surtout la France, c'est que notre activité se concentre aujourd'hui entre 25 et 35 ans... (malheureusement nous n'avons pas de rétroprojecteurs, ici... j'avais apporté des graphiques...), on y voit très bien que les taux d'activité sont de plus en plus concentrés dans cette plage d'âges; on entre de plus en plus tard sur le marché du travail; on en sort de plus en plus tôt - avec la diminution des taux d'activité des plus de 55 ans, et les retraites précoces; et puis le phénomène file d'attente des jeunes pour l'entrée sur le marché du travail. Nous avons besoin de déconcentrer cette période d'activité, en particulier les jeunes parents... parce que c'est l'époque (entre 25 et 55 ans) où l'on a des enfants, où l'on a besoin de temps pour s'en occuper (en particulier, les femmes), et les femmes constituent aujourd'hui (on n'en parle jamais, mais 45 p. 100 de la population active est féminine)... les femmes ont besoin de temps. Or, le revenu d'existence leur permet cette souplesse d'organisation du temps.

Je crois que nous abordons là le second argument très fort du projet : la nécessité d'étaler le temps de travail sur l'ensemble de la vie, faisant ainsi correspondre l'espérance de vie avec l'évolution de l'organisation du travail, alors qu'aujourd'hui, l'évolution de ces deux phénomènes s'effectue dans des sens totalement divergents - et donc incohérents...

Le troisième intérêt que je constate... là, les auteurs n'ont jamais réfléchi, je pense, à cette question - elle me paraît très intéressante : la possibilité... le mécanisme qui permettrait d'introduire en Europe une politique nataliste. Je reviens sur l'implosion démographique : nous avons besoin d'une politique nataliste en Europe; très peu de pays en sont convaincus, les seuls qui l'aient vraiment pratiquée ce sont les pays du Nord et la France, et nous avons encore, et de ce fait, une fertilité plus élevée que les autres pays d'Europe. D'autres pays y sont rigoureusement opposés (c'est le cas des pays du Sud, parce qu'ils ont toujours été des pays d'émigration, et c'est le cas de l'Allemagne... à cause de l'époque nazie - c'est peut-être le cas de l'Italie, pour la même raison...). Le revenu d'existence constituerait une aide puissante, une puissante incitation à la famille... Non? ... En ce sens, je suis surprise que vous n'ayez pas assez insisté sur cet aspect-là, parce que c'est l'un des aspects convaincants, et que nous ne convainçons jamais nos partenaires d'instaurer une politique de dépenses en faveur des familles, mais si nous les convainquons d'instaurer un revenu d'existence nous aurions - en même temps (en cadeau) - une politique familiale. Ceci me paraît un puissant argument...

...Qu'est-ce qui est crédible? J'ai souvent essayé de me faire l'avocat de cette formule, j'ai repris votre proposition dans ce livre. J'en ai également beaucoup parlé, à l'occasion de conférences, et la réponse des entreprises est régulièrement : comment le fait-on? dans une région? le fait-on pour un groupe d'entreprises? le CJD, par exemple, peut-il le faire pour les entreprises du CJD? Comment évitez-vous la généralisation immédiate de cet avantage?

Enfin, quid de l'opposition des bureaucraties? Sa merveilleuse simplicité et sa séduction philosophique proviennent du fait qu'il s'agit, au fond, d'un revenu qui serait distribué par les banques... Vous proposez, n'est-ce pas, d'ouvrir dans une banque, un compte à chaque citoyen... c'est donc extrêmement simple; ça se substitue aux Allocation familiales et aux revenus minima... mais que fait-on des bureaucraties? ... et vous savez combien les bureaucraties sont puissantes, puisqu'elles sont gérées par les syndicats... Je ne m'étendrai

pas davantage sur cette question.

Enfin, deux thèmes me paraissent mériter réflexion : quelle sera l'incitation - en particulier, l'incitation pour les garçons et pour les filles - pour les hommes et pour les femmes? Est-ce que le revenu d'existence poussera un certain nombre de garçons - sans qualifications -, qui ne peuvent pas trouver de travail dans nos sociétés où les emplois industriels non-qualifiés disparaissent : est-ce que, dans ce cas-là, il deviendra vraiment un salaire de l'exclusion? ... la question se pose pour ces garçons, déjà exclus... Est-ce que ce sera le salariat des gens qui vivent de la drogue et de la rapine? ... Pour les femmes, ça me paraît être une forte incitation... une forte incitation, pour les femmes non-qualifiées, à garder leurs enfants chez elles et à s'en occuper elles-mêmes; une forte incitation à travailler, pour les femmes - qualifiées... et à pouvoir retrouver une qualification après un éventuel arrêt de travail... ça, c'est le piège, pour une femme... ça m'apparaît surtout comme une forte incitation qui permettrait aux femmes de travailler quatre jours sur cinq, dans la semaine... Parce que, s'il y a un complément de revenu, leur niveau de revenu est maintenu par rapport à leur qualification, et elles sont incitées à accepter de négocier ce type de formule avec leurs employeurs... L'incitation me paraît donc devoir être analysée de manière différente, selon qu'elle touchera les hommes ou les femmes...

...Comment, en particulier, relancer l'activité par la consommation - sans augmenter le déficit structurel? ... Nous devons le faire - sans augmenter la dépense publique : ce sont les propositions des tenants du revenu d'existence, en particulier Yoland Bresson qui propose de le financer par la création monétaire... nous ne sommes pas dans une situation d'inflation, dans la sphère réelle, bien qu'il y ait de l'inflation, et qu'elle subsiste dans la sphère financière... mais il n'y en a pas dans la sphère réelle : C'est une proposition très intéressante, parce qu'elle permet de relancer la demande - ce que recherche aujourd'hui la majorité socialiste européenne, probablement sans créer un déficit structurel inquiétant... Cela pourrait se faire avec une interprétation plus large

du Pacte de solidarité, le déficit toléré (3 %) n'étant pas le déficit constaté, mais le déficit structurel... Pour des raisons théoriques et des raisons d'opportunité, je suis donc très favorable à cette solution ; je pense qu'il y a des arguments extrêmement puissants - économiques, politiques... pour faire connaître cette solution et susciter l'adhésion de la population. Mais, là est la difficulté : les idées se diffusent à travers les médias ; or les médias ont cessé d'être représentés par des gens qui réfléchissent et qui lisent...

*Robert Galley*

...J'ai occupé, à la demande de Mme Veil, pendant deux années et demi, le poste un peu risqué de président du Conseil national de lutte contre l'exclusion... ça a été pour moi une période exaltante parce que, avoir à côté de soi Mme Geneviève de Gaulle-Anthonioz, le président du Secours catholique, le député Pierre Cardo, j'en passe... Ce fut une expérience merveilleuse. Nous avons abordé, sans a priori, l'état d'extrême pauvreté et la manière d'en sortir. Nous n'avons pas eu peur de dire aux politiques et aux Associations, à la vie économique et financière, ce qu'il convenait d'en dire... La conclusion que j'en ai tirée peut servir de base à notre réunion d'aujourd'hui.

Nous avons été obligés d'analyser, en effet, secteur par secteur, tout ce qui concerne la vie des gens ; nous avons parlé, naturellement, dans un premier temps, du logement ; nous avons fait des efforts désespérés afin d'essayer de voir comment on pouvait concilier le fait de donner un logement décent et de donner, à la personne, les moyens, plus ou moins indirects, lui permettant d'habiter ce logement décent... ça a donné, dans la Loi de lutte contre l'exclusion (sur laquelle je ne porte pas de jugement de valeur), trente articles dans lesquels, M. Louis Besson, s'est débattu comme un beau diable pour essayer de trouver les moyens d'en sortir... Et puis, après, on a parlé du problème de la santé... bien évidemment, on a débouché sur l'idée qu'il fallait l'assurance individuelle obligatoire pour tous, mais, naturellement : comment allait-on la financer ? ... sans avoir le spectre du déficit de la Sécurité sociale à payer par le contribuable... Alors on a parlé de la formation, ... On s'est d'abord penché sur la formation des jeunes... il n'était pas dans

notre esprit de faire en sorte que nous nous penchions sur le sort des fils d'archevêques ou des recalés de l'École Polytechnique, mais plutôt des garçons et des filles qui, par le jeu de leur vie familiale et de leur milieu social, sortent du système scolaire à l'âge de 16 ou 17 ans, sans diplômes, sans formation... et qui, à travers des années de galère, désapprennent la totalité de ce qui leur a été enseigné... Alors on a cherché à faire des choses merveilleuses, comme un itinéraire de formation individualisé pour aller vers la profession (les fameuses IFIP)... Oh ! ça a été très bien... mais on s'est aperçu à ce moment là qu'il fallait que cette formation soit une formation procédant par étapes (des périodes de formation, d'alternance, de congé... etc.) et, à chacune des étapes, nous recherchions le moyen (soit par le fonds d'aide aux jeunes, soit par ceci, soit par cela...) de faire quelque chose qui puisse être cohérent et, pendant 18 ou 20 mois, trouver une formation complémentaire pour acheminer le jeune vers des chances d'avoir un emploi.

Pendant tout ceci, nous nous sommes aperçus qu'on oubliait la vie culturelle, celle du sport... et ainsi, pour chaque individu... Nous nous sommes aperçus que pour satisfaire ces besoins les plus élémentaires, on était obligé de piocher dans différents tiroirs, à différentes sources... d'essayer de faire des mesures d'exception... etc. Et, à la fin de ce grand travail ayant duré deux années, nous nous sommes aperçus qu'il y avait quelque chose qui manquait... Eh bien, je le dirai très simplement - c'était, le revenu d'existence... il aurait réglé d'un seul coup tous les problèmes, mais surtout, il aurait créé la solidarité entre tous les membres de ce même corps social - le corps français -, à partir du moment où une égalité de traitement aurait été la même pour tous...

Voilà, M. le président, la source de mon engagement à vos côtés, parce que c'est à travers cette voie - elle est probablement la seule ! - que nous pourrions traiter le problème de l'exclusion, et faire en sorte qu'il n'y ait plus de SDF qui meurent de froid dans les rues...

*Hervé Gaymard*

... Tout ceci pour montrer que nous avons, dans notre société, des résistances extrêmement fortes pour mettre en place des mécanismes simples - parce que ces mécanismes

simples ne sont pas le résultat ou le fruit d'aspirations de groupes de pression, bien organisés (qui savent peser sur les événements et les décisions), mais de beaucoup de nos compatriotes qui n'ont pas suffisamment de porte-voix et de possibilité de faire entendre la leur... S'agissant du revenu d'existence dont nous parlons, je pense que l'un des problèmes est sans doute celui-là... Et, en tant que politique, j'essaye d'introduire le discours de la méthode, en la matière : sur cette idée très féconde, nous avons (et allons avoir), comme il était suggéré tout à l'heure, beaucoup de difficultés... mais, s'il ne faut pas les négliger, il ne faut pas partir battus d'avance... pour faire accepter cette idée par le corps social, et sa faisabilité...

*Jacques Godfrain*

... Posons-nous, avec vous, cette question simple, mais qui nous éclate à la figure à longueur de journées : avons-nous aujourd'hui le choix (et l'aurons-nous éternellement?) entre une société de précarité de l'emploi, liée au plein-emploi, et une société de sécurité de l'emploi, liée au chômage? Telle est la question qui nous est posée, aujourd'hui... N'y a-t-il pas, entre les deux, une autre possibilité? ...

... tant que l'accès à ce droit au Patrimoine n'est pas ouvert, la simple notion de salaire est très insuffisante pour la satisfaction de l'individu au travail...

*Yoland Bresson*

Comment trouver ces deux cent vingt milliards? ... nous ne pouvons pas créer de la monnaie, dans les configurations actuelles, par l'intermédiaire de la Banque centrale, puisqu'il y a l'indépendance; on ne peut pas augmenter le déficit budgétaire de la France, parce qu'elle est encadrée par les conditions européennes... mais tout citoyen français reste libre d'emprunter auprès de sa banque... Point important : là, c'est l'État qui est la caution bancaire, la garantie; c'est l'État qui remboursera les intérêts - à 1 % et à durée infinie... C'est-à-dire que le capital s'épuisera progressivement, et l'ensemble du réseau bancaire français sera donc sollicité pour abonder ces comptes d'existence... au fond : prêter à l'ensemble des citoyens français. C'est une manière d'investissement collectif de la Nation, et personne ne peut s'y opposer! ...

Ces trois cent vingt francs supplémentaires... eh bien il y a, par exemple, les salariés... alors, vous me direz : les salariés ont déjà un revenu d'existence dans leur revenu, puisque nous avons bien dit que le revenu d'existence est l'une des parts du revenu.. Nous pouvons imaginer que ça se substitue aux augmentations de salaire, et que l'on négocie un blocage des salaires payés par les entreprises, pendant cette période transitoire de cinq années... Les entreprises n'ont donc aucune augmentation des coûts et, en même temps, les salariés ou employés constateront une augmentation de leurs revenus... L'on peut également lier ça à la flexibilité du travail, et à sa durée... enfin : négocier... ce qui donne du mou... comme disent les syndicalistes... pour négocier les ajustements, au sein des entreprises... Évidemment, pour les Allocations familiales - à hauteur de 320 francs par enfant - on a pratiquement déjà épuisé le montant des Allocations familiales qui représente... compte tenu du quotient familial, en moyenne, 500 F par enfant... (évidemment, ça réduit les Allocations familiales - mais la première année, seulement!).

... L'année suivante, eh bien on passe à 640 F par mois... Alors, on aura économisé tout de même de notre protection sociale, par les Allocations familiales... etc. (cent dix milliards, dans la première année!) ... on met donc de côté ces 110 milliards, et l'année suivante, on économise encore : 110 milliards + 110 milliards + 220 milliards ... on passe à quatre cent quarante milliards! ... L'on peut donc, ainsi - progressivement -, instaurer en cinq ans le revenu d'existence, en améliorant - même - la compétitivité de l'ensemble de l'entreprise française. Et comme, au surplus, il s'agira de création de monnaie supplémentaire, ça générera inmanquablement des flux d'échanges complémentaires... L'on peut donc ainsi démontrer que, au bout du compte - en cinq ans -, le taux de prélèvement social s'abaissera d'environ 6 p. 100...

L'inquiétude formulée sur le taux de prélèvement n'a pas lieu d'être, puisque, bien au contraire, le taux de prélèvement global diminue. Et ça se comprend, simplement et intuitivement, à partir de la métaphore suivante : sur un organisme malade... (les sociétés sont des organismes - gravement atteints... parce

que souffrant tous aujourd'hui de la rare complexité dans laquelle ils se trouvent enserrés) - que faisons-nous? On panse les plaies... on traite l'effet - non la cause. Chaque fois qu'un problème apparaît, on ne conçoit qu'une simple astuce... ne pansant que les plaies du corps social... Comme si, sur un corps malade, à chacune des manifestations de la maladie, le médecin ne prescrivait qu'une médication spécifique à l'effet. Le revenu d'existence représente le remède qui, introduit dans l'organisme - le vaccin, en quelque sorte -, a vocation à atteindre la cause même de la maladie (ainsi, et par l'intermédiaire de la monnaie, dans nos sociétés, l'on irriguerait l'ensemble du corps social! ...), dès lors, le coût global de l'ordonnance et le dosage des médicaments, s'ils sont considérablement plus faibles, sont, en revanche, beaucoup plus efficaces... Eh bien, ce sont très exactement : la même analyse, semblable diagnostic et pareille thérapie, qui impliquent - imposent - le revenu d'existence...

### *Questions dans la salle*

*Chantal Euzeby (professeur d'économie)*

... Sur le plan des objectifs - des finalités -, je crois qu'effectivement le revenu d'existence est un levier pour débloquent le marché du travail, parce que l'avenir du travail c'est l'intermittence, c'est la polyvalence... c'est la formation par intermittence... il faut bien trouver, dans les intervalles, dans les interstices, un revenu à assurer à la population. Sur ce plan, nous sommes tout à fait d'accord... C'est également un moyen pour mettre en place le partage du travail, la mise en place des trente-cinq heures, le passage à trente-deux heures... Parce que, en effet, plutôt que de faire de la compensation par des cotisations, on peut aussi utiliser le revenu d'existence comme moyen de cette compensation... Et puis surtout, je crois que, à l'avenir, s'il y a des gisements d'emplois... ils se trouveront dans le secteur tertiaire, le secteur non informatisable, non automatisable... Nous savons très bien que le reste de l'économie, avec la mondialisation, sera de plus en plus automatisé, délocalisé, et donc... il ne faut pas attendre du secteur marchand, exposé à la concurrence, des gains d'emplois; et si gains d'emplois il y a, il s'agira d'emplois précaires...

...Je crois donc que le revenu d'existence peut être un moyen pour développer les activités du tiers secteur, parce que, en effet, dans ce secteur, le problème aujourd'hui est celui de la solvabilité de la demande; on sait très bien que nous allons tous vieillir; on sera de plus en plus nombreux à avoir besoin de services de proximité. On aura besoin d'entretenir l'environnement; bref, les emplois futurs sont là... Le problème est : comment solvabiliser cette demande? Eh bien, le revenu d'existence peut être un moyen de rentabiliser les services produits, dans ce secteur, que les uns appellent quaternaire, que d'autres rattachent au tertiaire, économie sociale... peu importe... Les termes sont divers, mais la réalité est la même. Il faut prendre en compte cet aspect, il me paraît très important...

... Ce dont nous souffrons aujourd'hui, en Europe, c'est d'un manque d'investissements, parce que la consommation, les anticipations sur la consommation sont trop faibles... Je crois que, par le revenu d'existence, on peut avoir l'occasion de redistribuer plus massivement, et d'élever, par là même... ce que (en jargon d'économistes) on appelle : la propension à consommer. Il y a donc bien là un élément de relance de la demande et donc de l'emploi...

... Ce dont nous souffrons aujourd'hui, en Europe, c'est d'un manque d'investissements, parce que la consommation, les anticipations sur la consommation sont trop faibles... Je crois que, par le revenu d'existence, on peut avoir l'occasion de redistribuer plus massivement, et d'élever, par là même... ce que (en jargon d'économistes) on appelle : la propension à consommer. Il y a donc bien là un élément de relance de la demande et donc de l'emploi...

... j'avais moi-même produit un article dans Le Monde, en 91, où j'avais fait une évaluation et j'aboutissais à des conclusions... un peu différentes de celle de Yoland Bresson... J'avais situé la prestation à un niveau plus élevé... à celui du RMI - pourquoi? parce qu'il me semble que le risque d'un démarrage trop bas fait que les effets attendus, au plan de l'emploi, ne seraient pas ce que nous pourrions en espérer... (si on est cinq / six à vivre ensemble, il y en a un qui peut s'arrêter de travailler... faire le choix d'une vraie liberté. Pour une personne

seule, il est clair que 1 800 F ce n'est pas assez... quand bien même... quelques prestations pourraient s'y ajouter...). Mon évaluation était donc plus ambitieuse : 2 200 F, avec un supplément pour les personnes âgées, et un peu moins pour les enfants qui sont avec les parents. Il ne s'agit là que d'ajustements... j'arrivais à un besoin de ressources, de l'ordre de 320 milliards... peu importe (nos chiffres ne s'écartaient que relativement peu...).

*Christian Comerman - expert comptable*

Vous avez dit que le revenu d'existence devrait se substituer aux aides qui existent actuellement (je n'ai rien entendu à propos des indemnités chômage - qu'en serait-il?) ..

*Réponse de Y. Bresson.*

... Réponse très précise sur l'indemnité de chômage - non : la Sécurité sociale existerait toujours; il faudra bien distinguer ce qui appartient à la solidarité, à l'accueil de chaque citoyen dans la Communauté - ce qui appartient en propre au revenu d'existence -, et la couverture de risques - laquelle est du domaine de l'assurance... (la Sécurité sociale, c'est de l'assurance, l'indemnité de chômage c'est également de l'assurance)... Certes, il faudra sûrement amender les mécanismes d'allocations - d'abondement de l'indemnité chômage et de son application -, mais l'indemnité subsistera incontestablement...

*Michel Gobillon du parti fédéraliste*

Je suis chef d'entreprise depuis trente-cinq ans et dirige aujourd'hui une entreprise de relations et de loisirs pour gens divorcés... À Paris, il faut le savoir, une personne sur deux vit en mono-ménage... je pense que c'est un élément extrêmement important. 1 800,00 F, pour quelqu'un qui vit seul, c'est très difficile. Je voulais poser deux questions très simples - j'ai trois minutes. Nous, parti fédéraliste, nous proposons un revenu d'existence plus fort (environ 4 000 F)... en partageant... une partie pour l'habitation... une partie pour le logement... etc. Et chaque partie ne pourrait pas être utilisée pour autre chose... sinon certains abuseraient, bien sûr... Ne pensez-vous pas que cette révolution sociale, économique... et de façon de penser... ne donnera pas un élément plus dynamique que si on le fait modérément? Première question... Ma deuxième

question... il faut aussi prévoir que ce revenu d'existence soit insaisissable, car ceci pourrait donner un nouvel état d'esprit de créateurs d'entreprises ayant une sécurité dans la société... (sic)...

*Yoland Bresson*

Évidemment, je préférerais quatre mille francs... évidemment... mais c'est impossible... Pourquoi 1 800 F? parce que c'est le résultat de l'observation de la richesse française, aujourd'hui; le résultat de la répartition des revenus primaires d'aujourd'hui, en France... et ce partage, 1 800 F, est le seuil à partir duquel, quand on le distribue - parce qu'il est déjà intégré aux revenus - n'engendre aucune conséquence en terme d'inflation - aucune : nous demeurons dans l'équilibre du système... C'est tout de même un projet qui s'amorce - le salariat ne s'est pas réalisé en un jour! le Participat représente une fenêtre qui s'ouvre sur un avenir différent... une première marche vers les cinquante ou cent ans à venir. Avec la croissance des ressources, nous arriverons à des valeurs - valeurs réelles, et non pas simplement valeurs nominales - il suffit de constater la croissance : c'était 1 600 F en 90 / 91, c'est 1 800 F depuis 96... c'est donc un petit peu plus, aujourd'hui... Ajoutons que ces 1 800 F, sur la distribution des revenus observés (une part des revenus échappe à l'information) ça peut donc, peut-être, représenter 2 000 F, au moment où nous parlons...

*Louis Alliot (membre de l'Association "les ateliers de mai")*

... Il y a un petit canard ici, puisque je représente une Association connue pour être gauchiste - de la gauche plurielle : Les Ateliers de mai... il s'agit de la suite du Comité de soutien à Lionel Jospin pendant la présidentielle... Je suis syndicaliste (minoritaire dans mon syndicat)... vous avez donc des représentants de l'opposition - de votre opposition, ici...

Très peu de choses (l'essentiel de ce que je souhaitais dire a déjà été fort bien dit par les autres)... simplement : quand on rêve une utopie, il faut rêver à très long terme; et puis il faut monter dans son hélicoptère pour regarder la scène de très loin... Que voit-on, à très long terme? En 2020 la situation sera très différente... La question est donc : Comment arriverons-nous en 2020? ... époque où, forcément, il y aura ce

revenu universel! ... Les raccordements, la progressivité, l'évolution... il faudra se mettre autour de beaucoup de tables pour y parvenir. Mais on y parviendra... Parmi vos Collègues, il y a plusieurs Verts, qui sont très fortement tentés par votre idée, mais ils sont minoritaires au sein d'un autre groupe qui dit : pas de vagues, pas de révolution...

Visons donc, non pas l'année prochaine, mais les vingt ans à venir... et voyons comment nous pourrions y arriver...

*Marc Heim (maître de conférence à l'Université Paris I)*

Une minute afin de préciser un point d'histoire : je défends l'idée d'un revenu garanti, inconditionnel et universel... depuis trente-cinq ans... Je ne l'avais pas trouvé dans les nuages, à l'époque j'avais rencontré Denis de Rougemond, Raymond Aron, Alexandre Marc... qui avaient été les fondateurs d'une revue non conformiste, d'inspiration proudhonienne, dans les années trente : L'Ordre Nouveau. J'ai donc été amené à défendre cette idée, depuis trente-cinq ans... Il y a toute une histoire sur ce revenu garanti, je m'arrête...

Simplement, et un peu brutalement : on a beaucoup parlé du problème, du montant combien il fallait donner... ou pas? Le problème du montant, maintenant, c'est devenu une question de clivages politiques. Il y a effectivement deux conceptions : l'une d'inspiration libérale ou ultra libérale, qui consiste à fixer le montant à un niveau faible, ce qui naturellement oblige les gens à accepter n'importe quel emploi et (comme le signale André Gortz dans son dernier ouvrage), ça devient une subvention indirecte aux entreprises ...

À côté de cela, il y a l'idée de ce que Gortz appelle un montant suffisant qui permet effectivement de remplacer toutes les allocations, non de les maintenir... avec 1 800 F, ou on les supprime, et la situation s'aggrave... ou bien on perd le bénéfice de la fantastique simplification administrative que représente la suppression de la quasi totalité des allocations... C'est pourquoi nous fixons un revenu garanti vers 2 700 F avec une gradation selon l'âge des personnes.

*Réponse de Yolande Bresson*

... le clivage droite / gauche... mais c'est

faux... Pire! c'est absolument artificiel - ici, à ce moment du débat... La preuve? Guy Sorman (on ne peut le classer à gauche... - rires), propose un revenu d'existence - un revenu minimum universel qu'il évalue à 4 000 F par mois et par personne...

... eh bien voilà : l'erreur et l'aveuglement se situent, là - très exactement là... l'aveuglement suscité par toutes les positions définitives... Le clivage droite / gauche va se situer, ailleurs : pas sur le montant du revenu d'existence (ça peut être un élément)... il va surtout se situer ailleurs. En effet, à partir du moment où il y aura revenu d'existence - et c'est inéluctable!, alors, et alors, seulement, l'ensemble du débat sera : Que faisons-nous - après? (ici, Malraux se fût certainement référé à Que Faire?). Que faire? en terme de revenus d'activités, d'organisation du travail, de Sécurité sociale et d'aides multiples... l'on pourra avoir - mais uniquement à ce moment-là - une attitude... mettons, libérale extrême... qui consistera à dire : puisque la société a donné l'égalité des chances, en terme de revenu, maintenant, que chacun se débrouille, nous ne faisons plus rien pour corriger les inégalités excessives... Ce serait donc là, une attitude que nous pourrions qualifier de libérale extrême, dite de droite... Et puis, de l'autre côté - le revenu d'existence ayant été mis en place -, nous pourrions choisir une société... quasi collectiviste (le communisme utopique évoqué par Béatrice d'Intignano), qui dirait : on donne le revenu d'existence à tout le monde, mais on garantit alors, toute la vie, vingt ans dans la vie, des formes multiples... On garantit à tous ceux qui ne pourraient pas obtenir une activité par ailleurs, des emplois ou activités - avec des revenus d'activités quasi fonctionnarisés... (fût-ce en modulant, selon les périodes de la vie). Dès lors, tout le monde aurait un revenu d'existence, plus un quasi revenu d'activité garanti...

*Robert Enche*

... Il est vrai qu'on a besoin de donner d'une manière personnalisée. Je ne crois pas à l'attribution d'une même somme à tout le monde, les besoins sont très différents. (...) De même, pour ceux qui cherchent des emplois : il faudrait que l'on s'adapte. Je n'apprécie pas le collectif... je préfère le personnalisé...

*Réponse de Yoland Bresson*

Je vais juste vous faire remarquer une chose importante... que la monnaie c'est de la liberté, et que, en réalité, en donnant de la monnaie vous assurez la véritable liberté des individus, la possibilité du choix... de ce qu'ils veulent... Lorsque vous dites : je préfère leur donner en fonction de... c'est vous qui faites les choix! qui leur imposez vos préférences ou références... Donnez de l'argent, dès lors les gens exprimeront leurs préférences... Il y a quelque chose qu'il faut bien comprendre (excusez-moi de redevenir professeur d'économie), ceci : le marché, c'est de la démocratie censitaire. La démocratie citoyenne - un homme, une voix - , c'est l'expression de la préférence, du choix, sur un sujet ou sur un autre. Le marché, c'est de la démocratie censitaire : voter, exprimer librement ses préférences, c'est malheureusement censitaire; mais c'est ce qui permet d'accéder au marché! c'est une dotation monétaire : si vous ne disposez pas de la monnaie vous permettant d'exprimer vos préférences, sur le marché, vous en êtes exclu... et, d'une certaine façon, le revenu d'existence consiste en ceci : permettre à chacun d'exprimer ses choix sur le marché...

*Jean-Pierre Delalande (député RPR)*

...Question que je pose, tant aux politiques qu'à Bresson... (attention, sur l'intention de départ, je la trouve séduisante - la question... Si je suis là, c'est bien pour essayer d'y réfléchir en commun, je le redis : l'impression de départ est intéressante...), encore une fois : comment mettons-nous le projet en œuvre? ... Le niveau que l'on pourrait accorder - sans qu'il ne déséquilibre notre économie - est-il suffisant? protection sociale dont nous disposons déjà, ou pas? Ou bien sommes-nous à un niveau tellement bas, que ça nous poserait (vous l'avez bien vu) des problèmes d'articulation administrative extrêmement... trop compliqués?...

Réponse de Yoland Bresson

L'éternelle discussion sur le montant est absolument superfétatoire : elle ne consiste qu'à retarder l'opération de thérapie génétique fondamentale que je propose... que je prône.

Et, c'est également ce que je dis aux politiques : discuter sur ce que vous appelez la faisabilité, oui... bien sûr, si vous y tenez... mais les modalités seront multiples... et si nous

commençons à discuter des modalités - magistralement, entre techniciens -, nous allons mettre trois ans pour trouver la bonne solution - surtout si nous cherchons la solution optimale... dans un système complexe : elle est impossible à définir! ...

Disons plutôt - modestement, mais énergiquement : il y a un projet, il y a une volonté - politiques : amorçons le processus, la complexité de nos sociétés se chargera elle-même de l'opération... il s'agit de dialectique (sens hégélien du terme. Cf. maïeutique - note du transcripteur).

... Les Français, réunis autour d'une pareille théorie... rassemblés par ce Projet de société... (parce qu'il s'agit, d'abord, d'un Projet... pour une autre société) pourront aisément surmonter les difficultés... Mais, et parce que ces difficultés ne sont que simplement techniques, nous ne parviendrons jamais (a priori, et sur nombre de plans) à formaliser une réponse définitive, aussi tranchée que beaucoup le souhaitent... je pense notamment à l'inflation.

Je me dis que : si nous nous rassemblions, derrière ce Projet, si nous nous appliquions à en faire un élément majeur de notre débat démocratique... acceptant de parcourir, ensemble, un chemin véritablement pédagogique..., ainsi accomplirions-nous effectivement, cette fois, la révolution tranquille...

Mais je me dis également, que : si nous ne faisons rien... il serait possible qu'advînt, réellement, la Révolution... et d'une ampleur inégalée... l'explosion de toute la misère planétaire... cette fois : mondialisation et intégrismes aidant! ...

En raisonnant de la sorte, sans doute préparons-nous des solutions pour ceux qui accompliront la Révolution. Mais nous savons également... Hélas! que lorsque les révoltes éclatent tout devient, soudainement et spontanément, possible... alors, je me dis que : à force de refuser d'imaginer que tout soit possible, ce sont les conditions mêmes de la Révolution que nous favorisons. Pire : que nous installons...

Je vous remercie. À bientôt, peut-être ...

## Nouvelles de l'association

### □ Assemblée générale de l'AIRE

Le 20 janvier 1999, l'AIRE a tenu son assemblée générale annuelle dans les locaux de la Maison des Sciences de l'Homme 54 bd Raspail à Paris 6<sup>e</sup>

De nombreux événements ont marqué l'activité de l'association au cours de l'année écoulée. Indépendamment des conférences animées pour l'essentiel par Y. Bresson, J. Berthillier, Ph. Riché, des articles de certains de nos administrateurs, les notes de lecture d'André Romieu., on citera plus particulièrement :

- Le colloque tenu à l'Assemblée Nationale le 26 novembre après midi. Pour cet événement essentiel à la diffusion de ses idées, l'AIRE a fait un effort de promotion particulier qui lui a permis de toucher 1 300 correspondants et d'en contacter 120 par téléphone.
- La publication de l'ouvrage d'André Romieu en juin 1998 aux éditions l'Harmattan "Un revenu et une activité pour tous".
- La participation de Jacques Sourgen, en tant que représentant de l'Aire au congrès du BIEN à Amsterdam, largement reprise dans notre dernière lettre de liaison.
- Les démarches de Yoland Bresson auprès de personnalités influentes du monde associatif, universitaire ou politique. Ainsi :

- Jean Paul Fitoussi, président de l'OFCE (Observatoire Français de Conjoncture Économique), s'intéresse depuis au projet de Revenu d'Existence.
- Mme Majnoni d'Intignano et M. Atkinson, professeurs d'économie, membres du Conseil de Politique Économique auprès du Premier Ministre, ont présenté le Revenu d'Existence devant cette instance. Le Plan, saisi du projet par Matignon, établira un rapport pour le mois de mai de cette année, après avoir auditionné de nombreuses personnalités, dont Yoland Bresson, Alain Caillé, André Gorz.
- Un représentant de l'ONU à la suite d'une large enquête, sur les diverses politiques de réinsertions, s'est montré particulièrement intéressé par le Revenu d'Existence.

### □ Nécrologie

Gérard Bériot, administrateur de l'AIRE vient de décéder à la suite d'une longue maladie. Jusqu'à ses derniers instants, il est resté un militant particulièrement actif et engagé. Le Conseil présente à son épouse et à sa famille ses plus sincères condoléances.